

Jordan Peterson : Nous allons vers un « État de surveillance »



[Source : epochtimes.fr]

Par Matthew Horwood

Le psychologue et auteur canadien Jordan Peterson prédit qu'avec la collusion entre les gouvernements et les banques d'un côté, et les technologies émergentes de l'autre, telles que les systèmes d'identité numérique et les monnaies numériques des banques centrales, nous risquons de transformer nos pays en États de surveillance totalitaires.

La combinaison des gouvernements et des technologies « peut faciliter et facilitera le développement d'un État de surveillance [...] dans des proportions que même George Orwell n'aurait jamais imaginées », a déclaré M. Peterson au Capitole le 7 mars.

M. Peterson s'entretenait avec une sous-commission républicaine qui s'est penchée sur la façon dont les pouvoirs de l'État sont de plus en plus souvent détournés à des fins politiques, pour attaquer des ennemis pressentis. Le président de la commission, le républicain Jim Jordan, a cité en exemple le cas de documents montrant que le gouvernement avait utilisé ses prérogatives pour espionner les transactions bancaires de l'ancien président, Donald Trump.

M. Peterson a déclaré que dans le monde entier, il semble y avoir une collusion entre « des entreprises gigantesques et intéressées et des gouvernements paranoïaques obsédés par la sécurité et hostiles à l'humanité ». Selon lui, ces deux entités utilisent les données qu'un individu laisse en ligne ainsi que des algorithmes sophistiqués, et ce afin de développer des compréhensions, « non seulement de nos actions, mais aussi de nos pensées et de nos paroles, afin de pouvoir cartographier, récompenser et punir tout écart par rapport à la finalité souhaitée. »

Le psychologue canadien a averti que la capacité des entreprises à suivre les achats et les habitudes en ligne des utilisateurs était en constante amélioration. Ainsi, ils développent des algorithmes pour prédire les actions futures des utilisateurs dans le but de « suivre, surveiller et punir tout ce que nous faisons et disons ».

M. Peterson a également fait part de ses inquiétudes concernant les monnaies numériques des banques centrales (MNBC) sur lesquelles certains pays sont déjà en train de travailler et qui soulèvent des problèmes liés à la protection de la vie privée. La Banque du Canada a déclaré qu'elle étudiait la possibilité de créer une MNBC, mais a souligné dans un rapport datant d'août 2023 qu'il existait des obstacles « importants » à ce que cela soit fait.

Le système de surveillance chinois

M. Peterson a également évoqué le système de crédit social chinois, affirmant qu'il permet au Parti communiste chinois d'exercer un « contrôle total » sur l'accès en ligne de ses citoyens. Le système de crédit social chinois attribue à chaque citoyen une note électronique qui peut être augmentée ou diminuée en fonction du comportement de l'individu. Les personnes dont le score est bas peuvent se voir refuser l'accès à l'emploi, aux transports publics ou aux services bancaires.

« Cela leur permet de vous exclure délibérément de toutes les activités qui peuvent être virtualisées, et dans un monde qui se virtualise rapidement, cela veut dire toutes les activités comme conduire, faire ses courses, travailler, manger, trouver un abri, et même socialiser avec ses amis et sa famille », a déclaré M. Peterson.

Il a averti qu'étant donné que de nombreux pays occidentaux ont copié la stratégie chinoise de mise en œuvre de mesures de confinement en réponse à la pandémie Covid-19, ils pourraient également « marcher pas à pas dans la même direction » et adopter un système de crédit social.

Interrogé sur la possibilité d'utiliser la surveillance et l'intelligence artificielle pour accroître la sécurité publique, M. Peterson a déclaré que la vie privée semble souvent passer après la neutralisation des menaces « immédiates et proximales », ce qu'il a qualifié de « justification à court terme pour s'engager dans un énorme danger à long terme ».